

**10 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'Office wallon des déchets**

Le Gouvernement wallon,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment les articles 108 à 139;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment les articles 34, modifié par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, de taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, et 38;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 août 1998;

Vu l'avis de la Commission des déchets, donné le 22 octobre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1993 notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifiées par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de mettre en place dans les meilleurs délais les structures régionales fonctionnelles prévues par le Plan wallon des déchets « Horizon 2010 » adopté par le Gouvernement wallon le 15 janvier 1998 à l'effet de se conformer aux échéances des actions et mesures spécifiques retenues par ledit plan;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture, et du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

**CHAPITRE Ier. — Définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2° Ministre : le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions;

3° Office : l'Office wallon des déchets;

4° comité consultatif : le comité consultatif visé à l'article 34, § 2, du décret.

**CHAPITRE II. — Du budget et de la comptabilité**

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le projet du budget annuel de l'Office est divisé en trois sections comprenant : les opérations courantes, les opérations en capital, mentionnées selon leur nature, sous les mêmes numéros d'allocations de base et les mêmes littéras que le budget de la Région wallonne et les opérations pour ordre.

L'année budgétaire prend cours le 1<sup>er</sup> janvier et est clôturée le 31 décembre.

§ 2. Le projet du budget est repris au titre V du projet du budget général des dépenses de la Région wallonne.

**Art. 3.** La comptabilité est subdivisée en deux parties :

1° la comptabilité budgétaire, tenue en partie simple;

2° la comptabilité commerciale et industrielle, tenue en partie double, qui a pour objet l'enregistrement journalier des opérations.

**Art. 4.** L'inspecteur des finances accrédité par le Gouvernement wallon auprès du Ministre qui a le budget et les finances dans ses attributions exerce un contrôle sur l'Office conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif au contrôle administratif et budgétaire.

**CHAPITRE III. — Des règles de gestion**

**Art. 5.** L'inspecteur général de la Division des déchets est chargé, au nom de la Région wallonne, d'exercer les actions, de décerner les contraintes, de les viser et de les rendre exécutoires.

**CHAPITRE IV. — Du personnel.**

**Art. 6.** Le calcul et le paiement des rémunérations du personnel ainsi que les allocations accessoires au traitement sont effectuées par les services du Gouvernement.

**CHAPITRE V. — Du comité consultatif et du comité de surveillance**

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Le comité consultatif est présidé par le Ministre ou son délégué.

Il comprend en outre :

1° le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou son délégué;

2° l'inspecteur général de la Division du Budget, ou son délégué;

3° l'inspecteur de la Division de la Trésorerie, ou son délégué;

4° deux représentants de l'Union wallonne des Entreprises;

5° un représentant de l'Entente des Classes moyennes;

6° un représentant de l'industrie de la récupération;

7° un représentant des associations de collecteurs de déchets et d'exploitants de centres d'enfouissement technique;

8° trois représentants des intercommunales de gestion de déchets;

9° un membre de la Commission des déchets;

10° deux représentants de la Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement;

11° deux représentants des associations de protection de l'environnement;

12° trois représentants des communes;

13° trois représentants des organisations syndicales;

14° un représentant des entreprises d'économie sociale.

Les membres visés aux 4° à 14° sont désignés par le Gouvernement.

§ 2. Le mandat des membres du comité a une durée de cinq ans et est renouvelable.

§ 3. Chaque membre a un suppléant désigné par le Gouvernement. Les membres sont remplacés par leur suppléant en cas d'absence ou d'empêchement. Lorsque le mandat d'un membre effectif prend fin avant son terme, le suppléant de ce membre devient effectif pour la période à restant à couvrir.

Le mandat des membres prend fin par la perte de la qualité à raison de laquelle ils ont été nommés.

Le suppléant et l'effectif ne siègent pas ensemble.

§ 4. Chacun des organismes ou associations sollicités par le Ministre pour représenter les secteurs ou instances visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 4° à 14°, présente au Ministre une liste double de candidats effectifs et de candidats suppléants par mandat conféré.

Pour le renouvellement des mandats, les candidatures sont présentées trois mois au moins avant l'expiration du délai de cinq ans visé au § 2.

**Art. 8.** Les membres représentant le secteur privé sont domiciliés en Région wallonne, tant au moment de leur désignation que pendant l'exercice de leur mandat.

L'inspecteur général de la Division des déchets assiste de droit à toute réunion, sans voix délibérative.

Le président invite toute personne dont il juge la présence nécessaire en fonction de l'ordre du jour de la réunion. Les personnes invitées n'ont pas de voix délibérative.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le comité consultatif donne au moins une fois par an son avis sur la réalisation des missions de l'Office visées à l'article 36, 1°, 2° et 9°, du décret.

Il adresse au Ministre toutes suggestions et propositions relatives à l'Office et lui fait annuellement rapport.

§ 2. Le comité consultatif rend compte au Ministre de l'état d'avancement du plan de gestion des déchets visé à l'article 24, § 1<sup>er</sup>, du décret et ce, pour chacun des opérateurs concernés. Il vérifie l'adéquation entre les objectifs et les moyens qui y sont prévus et suggère au Ministre les éventuelles nouvelles orientations à prendre.

§ 3. Le comité consultatif se réunit au minimum deux fois par an.

**Art. 10.** Le comité de surveillance est présidé par le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou son délégué.

Il comprend en outre :

1° l'inspecteur général de la Division des déchets, ou son délégué;

2° l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie, ou son délégué;

3° l'inspecteur général de la Division du Budget, ou son délégué.

**Art. 11.** Un délégué du Ministre et un délégué du Ministre du Budget peuvent assister, sans voix délibérative, à toute réunion.

Le président invite toute personne dont il juge la présence nécessaire en fonction de l'ordre du jour de la réunion. Les personnes invitées n'ont pas de voix délibérative.

**Art. 12.** Le comité de surveillance donne son avis sur les propositions budgétaires et sur les comptes avant la clôture de ceux-ci; il peut examiner toutes les opérations comptables.

Il adresse au Ministre toutes suggestions et propositions relatives à l'Office et lui fait annuellement rapport.

**Art. 13.** Le comité consultatif n'est valablement réuni que si cinq membres au moins ayant voix délibérative sont présents.

Le comité de surveillance n'est valablement réuni que si deux membres au moins ayant voix délibérative sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple des présents. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Lorsqu'un quart au moins des membres présents s'oppose à l'avis émis par la majorité, le président complète cet avis par une mention relatant l'opinion divergente.

**Art. 14.** Les deux comités siègent à Namur dans les locaux mis à leur disposition par l'Office. Le secrétariat est assuré par le comité permanent de pilotage créé au sein de l'Office.

**Art. 15.** Le Ministre arrête le règlement d'ordre intérieur des deux comités, sur la proposition de ceux-ci. Ce règlement précise notamment :

1° les procédures de convocation des membres, d'établissement de l'ordre du jour, d'établissement et d'approbation des procès-verbaux, et d'établissement des avis et autres documents;

2° les délégations de signature.

**Art. 16.** Les frais de fonctionnement des deux comités sont à charge du budget de l'Office.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

**Art. 17.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1990 relatif à l'Office régional wallon des déchets est abrogé.

**Art. 18.** Le Ministre de l'Environnement et le Ministre du Budget et des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

D. 99 — 2406

[C - 99/27587]

10. JUNI 1999

**Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich des « Office wallon des déchets » (Wallonisches Amt für Abfälle)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere der Artikel 108 bis 139;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere der Artikel 34, abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokaler Behörden und Transportwesen, und 38;

Aufgrund des am 26. August 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 22. Oktober 1998 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund der am 12. Januar 1993 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit innerhalb der kürzesten Frist die zweckentsprechenden regionalen Strukturen einzuführen, die im am 15. Januar 1998 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Wallonischen Abfallplan Horizont 2010 vorgesehen sind, in der Absicht den durch besagten Plan in Betracht gezogenen Fälligkeitsterminen der spezifischen Handlungen und Maßnahmen nachzukommen;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft, und des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

KAPITEL I. — *Begriffsbestimmungen*

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1° Dekret: das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

2° Minister: den Minister, zu dessen Zuständigkeitsgebiet die Umwelt gehört;

3° Office: das « Office wallon des déchets »;

4° Beirat: den in Artikel 34, § 2 des Dekrets erwähnten Beirat.

KAPITEL II. — *Haushalt und Buchführung*

**Art. 2** - § 1. Der jährliche Haushaltsentwurf des « Office » besteht aus drei Abschnitten, welche die laufenden Geschäfte, die nach ihrer Art unter den gleichen Basiszuwendungsnummern und den gleichen Literas wie der Haushalt der Wallonischen Region eingetragenen Kapitalgeschäfte und die Ordergeschäfte enthalten.

Das Haushaltsjahr beginnt am 1. Januar und wird am 31. Dezember abgeschlossen.

§ 2. Der Haushaltsentwurf ist unter Titel V des Entwurfs des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonische Region angeführt.

**Art. 3** - Die Buchführung besteht aus zwei Teilen:

1° die einfache Haushaltsbuchführung;

2° die doppelte kaufmännische und industrielle Buchführung, die die tägliche Eintragung der Geschäfte bezweckt.

**Art. 4** - Der durch die Wallonische Regierung beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt und die Finanzen gehören, akkreditierte Finanzinspektor übt gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 bezüglich der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle eine Kontrolle über das « Office » aus.

KAPITEL III. — *Verwaltungsregeln*

**Art. 5** - Der Generalinspektor der Abteilung Abfälle wird beauftragt im Namen der Wallonischen Region Klagen einzubringen, Zahlungsbefehle zu erlassen, sie zu billigen und für vollstreckbar zu erklären.

KAPITEL IV. — *Das Personal*

**Art. 6** - Die Berechnung und die Auszahlung der Gehälter des Personals sowie der entsprechenden Nebenzulagen erfolgen über die Dienststellen der Regierung.

KAPITEL V. — *Beirat und Aufsichtsausschuss*

**Art. 7** - § 1. Der Minister oder sein Beauftragter führt den Vorsitz über den Beirat.

Dieser hat außerdem die folgende Zusammensetzung:

1° der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder sein Beauftragter;

2° der Generalinspektor der Abteilung Haushalt oder sein Beauftragter;

3° der Inspektor der Abteilung Finanzverwaltung oder sein Beauftragter;

4° zwei Vertreter der « Union wallonne des Entreprises » (Wallonischer Verband der Unternehmen);

5° ein Vertreter der « Entente wallonne des Classes moyennes » (Wallonischer Verband des Mittelstands);

6° ein Vertreter der Rückgewinnungsindustrie;

7° ein Vertreter der Vereinigungen der Abfallsammler und der Betreiber von technischen Vergrabungszentren;

8° drei Vertreter der interkommunalen Abfallbewirtschaftungsvereinigungen;

9° ein Mitglied der Kommission für Abfälle;

10° zwei Vertreter der « Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement » (Öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität);

11° zwei Vertreter der Umweltschutzvereinigungen;

12° drei Vertreter der Gemeinden;

13° drei Vertreter der Gewerkschaftsorganisationen;

14° ein Vertreter der Sozialwirtschaftsunternehmen.

Die unter 4° bis 14° aufgeführten Mitglieder werden durch die Regierung bezeichnet.

§ 2. Das Mandat der Mitglieder des Beirats hat eine Dauer von fünf Jahren und ist erneuerbar.

§ 3. Jedes Mitglied hat einen von der Regierung bezeichneten Stellvertreter. Die Mitglieder werden durch ihren Stellvertreter ersetzt, wenn sie abwesend bzw. verhindert sind. Wenn das Mandat eines effektiven Mitglieds vorzeitig endet, wird der Vertreter dieses Mitglieds für die noch verbleibende Periode effektives Mitglied des Beirats.

Das Mandat der Mitglieder endet, wenn die Eigenschaft, auf deren Grundlage sie ernannt worden sind, nicht mehr besteht.

Der Stellvertreter und das effektive Mitglied sitzen nicht gemeinsam.

§ 4. Jede der Einrichtungen oder Vereinigungen, die durch den Minister ersucht werden die in § 1, Absatz 2, 4° bis 14° erwähnten Sektoren oder Instanzen zu vertreten, schlägt dem Minister eine doppelte Liste der effektiven Kandidaten und der stellvertretenden Kandidaten pro erteiltes Mandat vor.

Was die Erneuerung der Mandate betrifft, werden die Kandidaturen mindestens drei Monate vor dem Ablauf der in § 2 erwähnten fünfjährigen Frist eingereicht.

**Art. 8** - Die Mitglieder, die den privaten Sektor vertreten, sind sowohl zum Zeitpunkt ihrer Bezeichnung als auch während der Ausübung ihres Mandats in der Wallonischen Region wohnhaft.

Der Generalinspektor der Abteilung Abfälle wohnt jeder Versammlung ohne beschließende Stimme von Rechts wegen bei.

Der Vorsitzende lädt jegliche Person, deren Anwesenheit er aufgrund der Tagesordnung der Versammlung für notwendig hält, ein. Die eingeladenen Personen haben keine beschließende Stimme.

**Art. 9** - § 1. Mindestens einmal im Jahr nimmt der Beirat zur Verwirklichung der in Artikel 36, 1°, 2° und 9° des Dekrets erwähnten Aufgaben des « Office » Stellung.

Er richtet an den Minister alle Anregungen und Vorschläge über das « Office » und erstattet ihm jedes Jahr Bericht.

§ 2. Der Beirat legt Rechenschaft beim Minister über den Fortschrittstand des in Artikel 24, § 1 des Dekrets erwähnten Plans für die Abfallbewirtschaftung ab, dies für jeden betroffenen Träger. Er prüft die Gleichwertigkeit zwischen den Zielen und den dafür vorgesehenen Mitteln und schlägt dem Minister die etwaigen zu entscheidenden Orientierungen vor.

§ 3. Der Beirat kommt mindestens zweimal im Jahr zusammen.

**Art. 10** - Der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder sein Beauftragter führt den Vorsitz über den Aufsichtsausschuss.

Dieser hat außerdem die folgende Zusammensetzung:

1° der Generalinspektor der Abteilung Abfälle oder sein Beauftragter;

2° der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung oder sein Beauftragter;

3° der Generalinspektor der Abteilung Haushalt oder sein Beauftragter.

**Art. 11** - Ein Beauftragter des Ministers und ein Beauftragter des Ministers des Haushalts können jeder Versammlung ohne beschließende Stimme beiwohnen.

Der Vorsitzende lädt jegliche Person, deren Anwesenheit er aufgrund der Tagesordnung der Versammlung für notwendig hält, ein. Die eingeladenen Personen haben keine beschließende Stimme.

**Art. 12** - Der Aufsichtsausschuss nimmt zu den Haushaltsvorschlägen und zu den Rechnungen vor deren Abschluss Stellung; er kann alle Buchungsvorgänge prüfen.

Er richtet an den Minister alle Anregungen und Vorschläge über das « Office » und erstattet ihm jedes Jahr Bericht.

**Art. 13** - Der Beirat kann nur rechtsgültig beraten, wenn mindestens fünf Mitglieder mit beschließender Stimme anwesend sind.

Der Aufsichtsausschuss kann nur rechtsgültig beraten, wenn mindestens zwei Mitglieder mit beschließender Stimme anwesend sind.

Die Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden maßgebend.

Wenn mindestens ein Viertel der anwesenden Mitglieder sich der Stellungnahme der Mehrheit entgegensetzt, ergänzt der Vorsitzende diese Stellungnahme mit einem Vermerk, der die abweichende Meinung erwähnt.

**Art. 14** - Der Sitz des Beirats und des Aufsichtsausschusses liegt in Namur, in den Räumen, die ihnen das « Office » zur Verfügung stellt. Die Schriftführung wird durch den innerhalb des « Office » gegründeten ständigen Lenkungsausschuss gewährleistet.

**Art. 15** - Der Minister verabschiedet die Dienstordnung des Beirats und des Aufsichtsausschusses auf deren Vorschlag. In dieser Dienstordnung wird insbesondere Folgendes angegeben:

1° die Weise der Zusammenberufung der Mitglieder, der Festsetzung der Tagesordnung, der Festsetzung und der Genehmigung der Protokolle und der Festsetzung der Gutachten und der anderen Dokumente;

2° die Zeichnungsermächtigungen.

**Art. 16** - Die Funktionskosten der beiden Ausschüsse gehen zu Lasten des Haushalts des « Office ».

#### KAPITEL VI. — *Schlussbestimmungen*

**Art. 17** - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1990 über das « Office wallon des déchets » wird aufgehoben.

**Art. 18** - Der Minister der Umwelt und der Minister des Haushalts und der Finanzen werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

---

#### VERTALING

N. 99 — 2406

[C - 99/27587]

### 10 JUNI 1999. — **Besluit van de Waalse Regering** betreffende de « Office wallon des déchets » (Waalse dienst voor afvalstoffen)

De Waalse Regering,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op de artikelen 108 tot 139;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 34, gewijzigd bij het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, en artikel 38;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 augustus 1998;

Gelet op het advies van de Afvalstoffencommissie, gegeven op 22 oktober 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat zo spoedig mogelijk moet worden voorzien in de functionele gewestelijke structuren bedoeld in het « Plan wallon des déchets (Waals afvalplan) - Horizon 2010 », dat op 15 januari 1998 is goedgekeurd door de Waalse Regering, zodat de in dat plan bedoelde specifieke handelingen en maatregelen uitgevoerd kunnen worden binnen de voorgeschreven termijn;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw en van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2° Minister : de Minister van Leefmilieu;

3° Dienst : de « Office wallon des déchets »;

4° adviescomité : het adviescomité bedoeld in artikel 34, § 2, van het decreet.

HOOFDSTUK II. — *Begroting en boekhouding*

**Art. 2.** § 1. Het jaarlijkse begrotingsontwerp van de Dienst is opgedeeld in drie afdelingen, met name : de lopende verrichtingen, de verrichtingen in kapitaal, die al gelang hun aard worden vermeld onder dezelfde nummers van de basisallocaties en littera als die in de begroting van het Waalse Gewest worden gebruikt, en de verrichtingen voor orde.

Het begrotingsjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december.

§ 2. Het begrotingsontwerp wordt opgenomen onder titel V van het ontwerp van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

**Art. 3.** De boekhouding bestaat uit twee delen :

1° de enkele begrotingsboekhouding;

2° de dubbele bedrijfsboekhouding, met als doel de dagelijkse boeking van de verrichtingen.

**Art. 4.** De Inspecteur van Financiën, die door de Waalse Regering bij de Minister van Begroting en Financiën geaccrediteerd is, oefent controle uit op de Dienst overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de administratieve en begrotingscontrole.

HOOFDSTUK III. — *Beheersregels*

**Art. 5.** De inspecteur-generaal van de Afdeling Afvalstoffen moet namens het Waalse Gewest vorderingen instellen, dwangschriften uitvaardigen, viseren en uitvoerbaar verklaren.

HOOFDSTUK IV. — *Personeel*

**Art. 6.** De wedden van het personeel en de bijkomende uitkeringen worden berekend en betaald door de diensten van de Regering.

HOOFDSTUK V. — *Advies- en toezichtscomité*

**Art. 7.** § 1. Het adviescomité wordt voorgezeten door de Minister of door diens afgevaardigde.

Het bestaat uit :

1° de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, of zijn afgevaardigde;

2° de inspecteur-generaal van de Afdeling Begroting, of zijn afgevaardigde;

3° de inspecteur van de Afdeling Thesaurie, of zijn afgevaardigde;

4° twee vertegenwoordigers van de « Union wallonne des Entreprises »;

5° een vertegenwoordiger van de « Entente des Classes moyennes »;

6° een vertegenwoordiger van de terugwinningsindustrie;

7° een vertegenwoordiger van de verenigingen van ophalers van afvalstoffen en exploitanten van centra voor technische ingraving;

8° drie vertegenwoordigers van de intercommunales voor afvalbeheer;

9° een lid van de Afvalstoffencommissie;

10° twee vertegenwoordigers van de « Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement »;

11° twee vertegenwoordigers van de milieuverenigingen;

12° twee vertegenwoordigers van de gemeenten;

13° drie vertegenwoordigers van de vakverenigingen;

14° een vertegenwoordiger van de bedrijven voor sociale economie.

De leden bedoeld in de punten 4° tot 14° worden aangewezen door de Regering.

§ 2. Het mandaat van de leden van het comité loopt vijf jaar en is verlengbaar.

§ 3. Elk lid heeft een plaatsvervanger die door de Regering wordt aangewezen. De afwezige of verhinderde leden worden vervangen door hun plaatsvervanger. Als het mandaat van een gewoon lid voortijdig eindigt, wordt zijn plaatsvervanger gewoon lid voor de nog te lopen periode.

Het mandaat van de leden eindigt als ze de hoedanigheid verliezen waarvoor ze benoemd werden.

Het plaatsvervangend lid en het gewoon lid zetelen niet samen.

§ 4. Elke instelling of vereniging waarop de Minister een beroep doet om de in § 1, tweede lid, 4° tot 14°, bedoelde sectoren of instanties te vertegenwoordigen maakt hem per toegewezen mandaat een dubbeltal van gewone en plaatsvervangende kandidaten over.

Voor de vernieuwing van de mandaten worden de kandidaturen ten minste drie maanden vóór het verstrijken van de in § 2 bedoelde termijn van vijf jaar voorgedragen.

**Art. 8.** De leden die de privé-sector vertegenwoordigen, zijn woonachtig in het Waalse Gewest, zowel de dag van hun aanwijzing als tijdens de periode waarin ze hun mandaat uitoefenen.

De inspecteur-generaal van de Afdeling Afvalstoffen woont elke vergadering bij zonder stemrecht.

De voorzitter nodigt elke persoon uit van wie hij de aanwezigheid nodig acht op grond van de agenda van de vergadering. De uitgenodigde personen zijn niet stemgerechtigd.

**Art. 9.** § 1. Het adviescomité brengt ten minste één keer per jaar advies uit over de uitvoering van de opdrachten van de Dienst bedoeld in artikel 36, 1°, 2° en 9°, van het decreet.

Het doet de Minister alle suggesties en voorstellen i.v.m. de Dienst en brengt hem jaarlijks verslag uit.

§ 2. Het adviescomité informeert de Minister voor alle betrokken operatoren over de stand van uitvoering van het plan voor afvalbeheer bedoeld in artikel 24, § 1, van het decreet. Het gaat de adequatie na tussen de doelstellingen en de voorziene middelen en legt de Minister nieuwe richtlijnen voor.

§ 3. Het adviescomité vergadert minimum twee keer per jaar.

**Art. 10.** Het toezichtscomité wordt voorgezeten door de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde.

Het bestaat met name uit :

1° de inspecteur-generaal van de Afdeling Afvalstoffen of zijn afgevaardigde;

2° de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie of zijn afgevaardigde;

3° inspecteur-generaal van de Afdeling Begroting of zijn afgevaardigde.

**Art. 11.** Een afgevaardigde van de Minister en een afgevaardigde van de Minister van Begroting mogen elke vergadering bijwonen maar zijn niet stemgerechtigd.

De voorzitter nodigt elke persoon uit van wie hij de aanwezigheid nodig acht op grond van de agenda van de vergadering. De uitgenodigde personen zijn niet stemgerechtigd.

**Art. 12.** Het toezichtscomité brengt advies uit over de begrotingsvoorstellen en over de rekeningen vóór de sluiting ervan; het kan alle boekhoudverrichtingen onderzoeken.

Het doet de Minister alle suggesties en voorstellen i.v.m. de Dienst en brengt hem jaarlijks verslag uit.

**Art. 13.** Het adviescomité vergadert slechts op geldige wijze als minimum vijf stemgerechtigde leden aanwezig zijn.

Het toezichtscomité vergadert slechts op geldige wijze als minimum twee stemgerechtigde leden aanwezig zijn.

De beslissingen worden bij gewone meerderheid van de aanwezige leden genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Als minimum één vierde van de aanwezige leden zich tegen het door de meerderheid uitgebrachte advies verzet, vult de voorzitter dit advies aan met een aantekening waarin hij de uiteenlopende mening opneemt.

**Art. 14.** De twee comités zetelen te Namen in de lokalen die Dienst hen ter beschikking stelt. Het secretariaat wordt waargenomen door het binnen de Dienst opgerichte vast loodscomité.

**Art. 15.** De Minister stelt het huishoudelijk reglement van de twee comités vast op hun voorstel. Dat reglement bepaalt met name :

1° de procedures voor de oproeping van de leden, het opmaken van de agenda, het opmaken en de goedkeuring van de notulen, het uitbrengen van adviezen en het opmaken van andere documenten;

2° de ondertekeningsvolmacht.

**Art. 16.** De werkingskosten van de twee comités komen ten laste van de begroting van de Dienst.

#### HOOFDSTUK VI. — *Slofbepalingen*

**Art. 17.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 november 1990 betreffende de « Office wallon des déchets » wordt opgeheven.

**Art. 18.** De Minister van Leefmilieu en de Minister van Begroting en Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN